

Développement industriel et politiques publiques



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Créer une société équitable, durable et dynamique à travers des partenariats

Développement du secteur privé

Pour atteindre une croissance durable et de qualité, les pays en développement doivent promouvoir une industrie qui encourage la maturation et l'expansion durable des activités du secteur privé ainsi que la création d'emplois divers en tant que force motrice de la croissance économique. L'industrie manufacturière, en particulier, présente un grand nombre d'atouts et un fort potentiel, notamment pour : (1) absorber la main-d'œuvre ; (2) créer de la valeur ajoutée et de nombreuses chaînes de valeur (notamment dans les secteurs de services concernés) ; et (3) stimuler le commerce extérieur (via les exportations) et l'innovation technologique. La promotion de l'industrie manufacturière serait ainsi la pierre angulaire des politiques industrielles nationales visant la croissance économique.

Par ailleurs, l'alignement des investissements directs étrangers (IDE) sur la promotion des industries auxiliaires et des petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays en développement jouera un rôle important pour : (1) la promotion et la dynamisation de l'industrie manufacturière par la création de chaînes de valeur, (2) la formation de ressources humaines industrielles utiles, et (3) l'amélioration des revenus de segments plus larges de la population par la création d'emplois. Cela produira en retour une croissance économique inclusive.

En parallèle, l'industrie manufacturière est entrée ces dernières années dans un processus que l'on peut qualifier de quatrième révolution industrielle où la convergence avec les technologies de l'information et de la communication et l'intelligence artificielle s'accélère. On a constaté récemment un intérêt croissant pour les innovations technologiques permettant de sauter les étapes franchies par les pays développés et pour les nouvelles technologies conçues et commercialisées dans les pays en développement avant d'être utilisées dans les pays développés. Le tourisme constitue également un secteur prometteur pour de nombreux pays en raison de son fort impact économique en matière d'acquisition de devises étrangères, de diversité des entreprises concernées et de capacité d'absorption de la main-d'œuvre.

Dans ces circonstances, la JICA aide les pays en développement à renforcer leur secteur privé de quatre manières : (1) la formulation de politiques de promotion industrielle associées à l'établissement, la mise en œuvre et l'amélioration de systèmes pour un meilleur climat de l'investissement, (2) la promotion des investissements et le développement de zones économiques

spéciales, (3) le renforcement des capacités et de la compétitivité et le développement des ressources humaines industrielles pour les PME locales, et (4) le soutien aux partenariats entre les entreprises japonaises et locales. Au cours de ce processus, la JICA stimule la participation aux chaînes de valeur, améliore l'accès aux services financiers et encourage des approches innovantes afin de renforcer les liens commerciaux, tout en mettant l'accent sur l'amélioration des capacités des entreprises [→ voir les études de cas pages 23, 63, et 64].

À travers ces activités, la JICA œuvre à la réalisation de trois objectifs de développement durable (ODD) : 8, 9 et 17.

Énergie et mines

L'approvisionnement énergétique stable est l'un des enjeux politiques les plus essentiels du monde en développement, en particulier du point de vue de la croissance économique et de la sécurité humaine. Simultanément, 40 % des émissions de CO₂ sont associées à la production d'électricité et de chaleur*. La transition vers une économie sobre en carbone est nécessaire pour atteindre les objectifs fixés dans l'accord de Paris en 2015.

La JICA s'engage à contribuer simultanément aux ODD n° 7 et 13 à travers sa coopération dans le secteur énergétique. Dans le secteur minier, la JICA se concentre sur le développement des ressources humaines pour contribuer à l'ODD n° 12. Dans de nombreux pays en développement, la croissance du secteur minier est entravée par l'absence de cadre réglementaire et de technologie nécessaires à une gestion durable des ressources minérales.

1. Énergie

La politique énergétique de la JICA contribue à l'approvisionnement stable d'une énergie à faible coût et sobre en carbone dans les pays en développement. À cette fin, la JICA travaille sur les aspects suivants.

(1) Promotion d'un meilleur accès à l'électricité et d'un approvisionnement énergétique plus stable

La JICA apporte une aide pour l'élaboration de plans directeurs et la mise en œuvre de transferts de technologie. Elle soutient également le développement des infrastructures énergétiques, notamment des centrales et des réseaux électriques, en Asie et en Afrique.

(2) Promotion de sources énergétiques sobres en carbone

La JICA déploie une aide financière et une coopération technique pour un approvisionnement stable en électricité en cherchant à intégrer davantage d'énergies renouvelables – notamment du géothermique, du solaire et de l'éolien – dans les bouquets énergétiques des pays. Elle promeut également une utilisation efficace de l'énergie en encourageant, par exemple, les économies d'énergie [→ voir les études de cas pages 49 et 50].

2. Mines

La JICA fournit une aide pour améliorer l'environnement des investissements et développer les ressources humaines dans les



Vietnam : Cérémonie commémorant le dixième anniversaire d'un cours de gestion des affaires baptisé « Keiejyuku » dispensé depuis 2009 par l'Institut Vietnam-Japon pour le développement des ressources humaines (VJCC), établi par les gouvernements du Japon et du Vietnam.

* Agence internationale de l'énergie, Statistiques sur les émissions de CO₂ (2018)

pays en développement. En particulier, la JICA a travaillé avec les universités japonaises pour renforcer un programme de bourses connu sous le nom de programme *kizuna* (qui signifie « liens d'amitié » en japonais). Le programme vise également à créer un réseau humain impliquant des chercheurs et d'autres parties prenantes du Japon.

Gouvernance

La gouvernance est un concept intégrant non seulement les institutions gouvernementales, mais aussi les mécanismes et les systèmes qui déterminent la relation entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé. Elle constitue à ce titre la base du développement socioéconomique des pays en développement. Afin de créer des sociétés où chacun peut vivre dans la dignité et l'esprit tranquille, l'aide de la JICA en matière de gouvernance couvre plusieurs aspects tels que (1) les fondations de l'État de droit, (2) le renforcement des fonctions administratives et de leur qualité, et (3) le développement des bases institutionnelles des mécanismes budgétaires et financiers soutenant les activités de l'État.

1. Garantie des droits fondamentaux pour la sécurité humaine

L'aide de la JICA dans ce domaine vise à établir des institutions et des capacités encourageant l'intégration de valeurs universelles, telles que l'État de droit et la démocratie, afin de protéger et de promouvoir les libertés et les droits fondamentaux garantissant la survie, la dignité et les moyens de subsistance des citoyens. La JICA compte atteindre ces objectifs par (1) le développement juridique et judiciaire et le renforcement des capacités de mise en œuvre dans ces secteurs, (2) la consolidation de la confiance entre la police et le public en renforçant les capacités des policiers [→ voir l'étude de cas page 38], et (3) une aide aux médias et aux journalistes.

2. Promotion d'un environnement des affaires juste et transparent

La JICA soutient le développement d'un environnement des affaires juste et transparent à travers une aide à l'élaboration et l'application efficaces de lois économiques et l'amélioration des systèmes de règlement des litiges.

3. Garantie de la stabilité des relations internationales

La JICA entend consolider l'État de droit dans les relations



Indonésie : Un expert japonais montre comment relever des empreintes digitales sur une scène de crime dans le cadre du projet de développement des capacités au niveau national pour les fonctionnaires de police dans le cadre du modèle POLMAS – activités de la police civile indonésienne (phase 2).

internationales afin de contribuer à la stabilité de la communauté internationale – notamment du Japon – en suivant un principe fondateur de règlement des conflits par le droit et non par la force. Pour ce faire, la JICA va largement partager son expertise en matière de droit public international, notamment sur le droit maritime.

4. Amélioration des fonctions administratives et de leur qualité

Afin de renforcer les fonctions administratives globales des pays en développement, la JICA s'est employée à former les hauts fonctionnaires dans les gouvernements centraux et à améliorer la formation des fonctionnaires, les compétences statistiques et la capacité de planification des gouvernements locaux pour une meilleure prestation des services publics.

5. Garantie d'une gestion budgétaire efficace et durable

Dans de nombreux pays en développement, l'assise budgétaire est fragile, et la gestion des dépenses n'est pas suffisamment durable ou maîtrisée. Pour répondre à ces problèmes, la JICA aide ces pays à améliorer la gestion des investissements publics et le recouvrement des impôts, en vue de gérer les dépenses plus durablement, d'optimiser l'assiette fiscale, de collecter les droits de douanes de manière équitable et appropriée, et de faciliter le commerce.

6. Mise en place de politiques monétaires et de systèmes financiers adéquats

De nombreux pays en développement modernisent leur secteur financier en tant qu'infrastructure importante à la base de leurs activités économiques. La JICA aide ces pays à renforcer leur capacité à élaborer et mettre en œuvre des politiques monétaires, faire émerger des marchés financiers, notamment d'assurances, et développer des systèmes de versement de fonds.

Activités et Initiatives

Activités et Initiatives par région

Activités et Initiatives par thématique

Coopération avec les partenaires

Étude sur la méthodologie de la coopération au développement à l'ère de l'intégration à grande échelle des énergies renouvelables et autres projets liés dans les pays partenaires

Diminuer ou réduire à zéro les émissions carbone grâce aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique



Un chercheur japonais effectue une présentation pour des responsables gouvernementaux de pays partenaires du secteur de l'électricité invités au Japon. (Photo : © Waseda University, 2020)

Conformément à la tendance mondiale vers des émissions de carbone faibles ou nulles impulsée par

l'accord de Paris, la JICA assure une coopération pour le déploiement des énergies renouvelables et la promotion de l'efficacité énergétique dans les pays en développement.

L'intégration d'un volume croissant d'énergie éolienne et solaire dans les réseaux électriques entraîne une instabilité de l'approvisionnement en raison des fluctuations de production liées aux conditions météorologiques. La JICA a donc décidé d'étudier les projets de coopération qui ont su tirer des enseignements du système d'offre et de demande d'électricité du Japon pour assurer la stabilité et la fiabilité de l'approvisionnement énergétique. À partir des conclusions de cette étude, la JICA a aidé les Îles Salomon à formuler une feuille de route visant à la fois à attirer des investissements dans les énergies 100 % renouvelables et à stabiliser les réseaux. Elle a également aidé la Jordanie et le Sri Lanka à élaborer des plans de transmission et à

renforcer les capacités d'exploitation des réseaux en utilisant une technologie de nouvelle génération pour la gestion de la demande adaptée aux fluctuations de production des énergies renouvelables.

La JICA soutient actuellement l'Égypte dans ses efforts pour atteindre ses objectifs nationaux en matière d'efficacité et de conservation énergétiques. Une attention particulière est accordée au renforcement du système de gestion des données relatives à l'énergie, à l'évaluation et au développement de la politique d'efficacité et de conservation énergétiques, et à l'introduction de nouvelles technologies.

En outre, la JICA s'appuie sur des technologies avancées, telles que les systèmes de gestion décentralisée de l'énergie, pour la mise en œuvre stratégique de sa coopération associant plusieurs instruments, notamment des prêts d'APD.